



EXERCICE POLMAR 2019

DOSSIER DE PRESSE

MASE POLMAR 2019

16-20 octobre 2019

#MASE PROGRAMME

A strong partnership for a safe and secure maritime domain



Funded by
the European Union



INTRODUCTION

L'exercice MASE POLMAR 2019 est une action régionale pilote menée par la Commission de l'océan Indien à travers le programme régional de sécurité maritime financé par l'Union européenne.

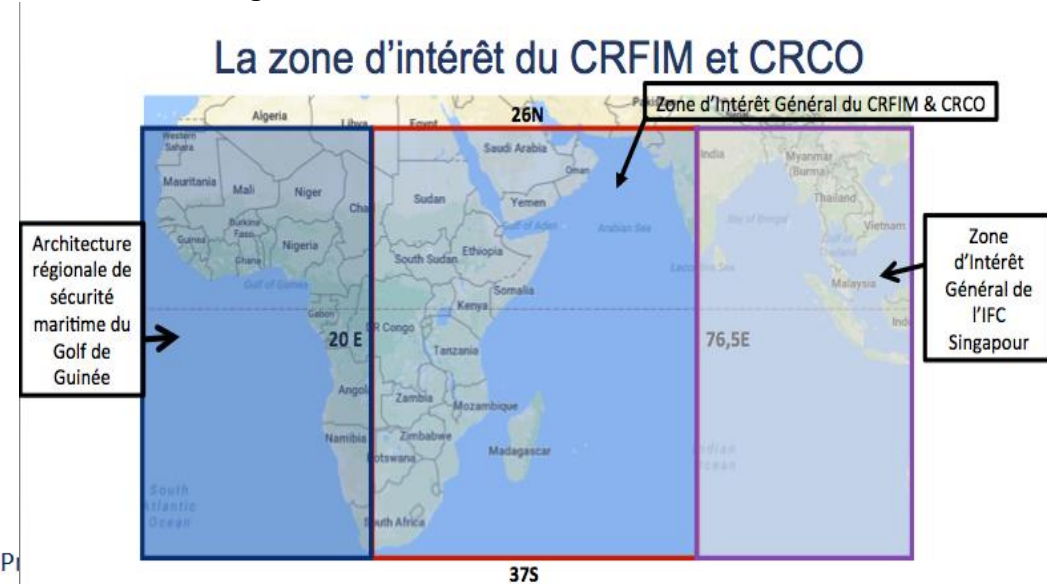
Tenu à Diego Suarez, Madagascar du 16-20 octobre 2019, l'exercice organisé par la COI en collaboration avec l'Organe de lutte contre la pollution marine (OLEP) de Madagascar, le ministère de l'environnement malagasy et la Marine nationale, accueillera plus d'une soixantaine de participants provenant de 7 pays à savoir Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles et Somalie.

L'exercice POLMAR s'insère dans le cadre de l'accompagnement du processus d'opérationnalisation des centres régionaux et à la mise en œuvre d'un modus operandi pour faciliter la coordination de ces derniers avec les centres nationaux. Axée sur la thématique de pollution marine causée à la suite d'une collision entre un chalutier et un pétrolier au niveau de la côte de Diego Suarez, cet exercice vise à évaluer la capacité de coordonner et gérer la crise autour d'un scénario réaliste qui a à fois un impact national et régional.

Tout comme l'exercice MASE Table Top (tenu en août dernier à Maurice), l'exercice MASE POLMAR vise à un niveau supérieur d'éprouver le mécanisme régional mis en place. Cela dans le but de mieux coordonner les différentes actions pour répondre efficacement aux défis régionaux liés à la préservation de l'environnement marin et des ressources halieutiques.

Cet exercice permettra aux représentants des pays signataires de présenter leur plan national de lutte contre les pollutions marines et d'échanger leurs expériences terrains.

Les représentants des centres nationaux et régionaux sont pleinement impliqués et seront appelés à jouer leurs rôles respectifs au cours de l'exercice. Ce sera également l'opportunité de prendre connaissance du potentiel des systèmes MAS (*Maritime Awareness System*) et du *SHAREPOINT* – des systèmes qui seront mis à disposition s à la fois dans les centres régionaux et nationaux.



#MASE P
A Strong Partnership Towards a



This project is funded by the European Union



CONTEXTE REGIONAL ET INTERNATIONAL

Avec 14 000 kilomètres de côtes et des zones économiques exclusives de 10 millions km², les États de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI) génèrent \$176 milliards de revenus chaque année selon l'indice de sécurité maritime, établi par StableSeas. Cette figure, a priori, substantielle, est inférieure au potentiel maritime économique de la région. Jusqu'à récemment, l'Afrique (d'Est en Sud) souffrait de « cécité des mers ».

Les pays côtiers du continent n'ont guère prêté attention à leur espace maritime et n'ont presque rien fait pour poursuivre leur potentiel maritime. Par exemple, en ce qui concerne la région AfOA-OI, avec la flambée de préoccupation internationale au sujet de la piraterie au large des côtes somaliennes en 2009, une onde de choc d'activité s'est répandue dans les pays de l'est, donnant lieu à une vaste activité de sécurité maritime et d'application de la loi.

La sécurité maritime s'affirme comme un enjeu majeur du développement en Afrique orientale et australe puisqu'elle est directement liée à la croissance économique, à l'emploi et la stabilité sociale et économique.

Pour les partenaires internationaux, la sécurité maritime dans l'océan Indien est également importante : les principales routes maritimes pour les hydrocarbures et le commerce traversent cet océan.

Pour répondre à cette question transversale, l'Union européenne a créé en collaboration avec 4 organisations régionale (IGAD, EAC, COMESA et COI), le programme régional de sécurité maritime (MASE).

Les pays côtiers de l'AfOA-OI sont confrontés à des faits indéniables

- *Un État ne peut à lui seul lutter efficacement contre les crimes et les menaces maritimes dans ses eaux territoriales et sa vaste ZEE*
- Les domaines maritimes de l'océan Indien de l'Ouest possèdent une valeur économique propice au revenu et à l'emploi aux niveaux national et régional. La piraterie maritime dans l'océan Indien occidental n'est pas la seule menace qui pèse sur la région.

Les retombées des conflits politiques à Yémen contribuent à l'instabilité de la région, ce qui a de lourdes répercussions sur les économies de l'Afrique de l'Est, avec une perte de 1,4 milliard de dollars en 2017. Même si les attaques de piraterie ont diminué, d'autres menaces et crimes maritimes demeurent un enjeu majeur pour les États régionaux et d'autres pays ayant un intérêt commun dans la région. Par exemple, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans l'océan Indien occidental a causé une perte d'environ 400 millions de dollars par an selon la FAO qui s'élève à près de 1 milliard de dollars en termes de dollars en termes.

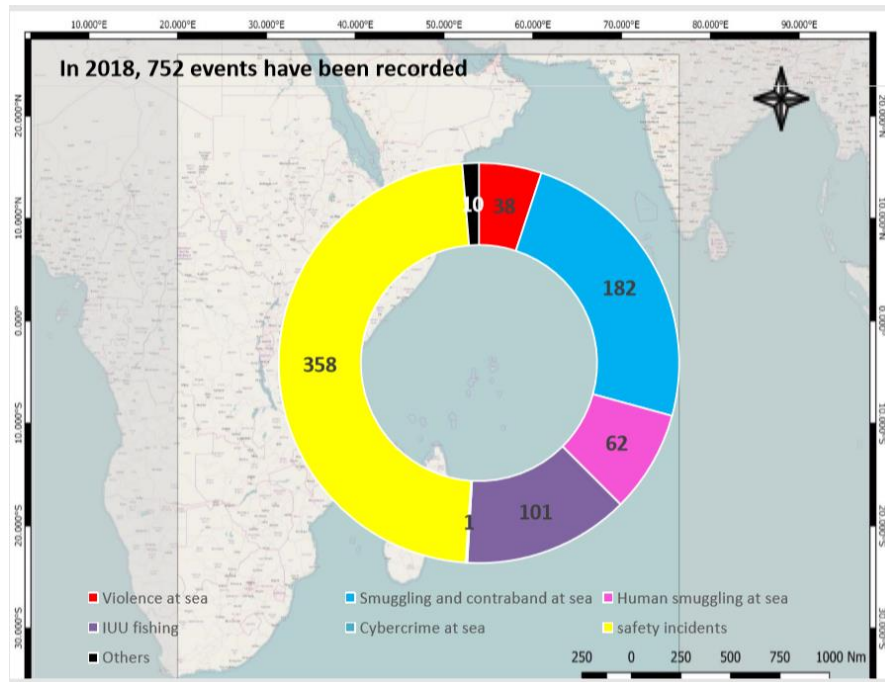
Les problèmes liés au trafic de drogue, au trafic de personnes ou au risque terroriste affectent la paix et la sécurité des communautés locales. Sans oublier les conséquences du blanchiment d'argent sur les circuits financiers formels, la pollution marine et son impact sur l'environnement et l'économie.

#MASE Programme

A Strong Partnership Towards a Safe and Secure Maritime Domain



This project is funded by the European Union



Source : Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM)

Le Programme de Sécurité Maritime (MASE)

Financé par l'Union européenne à hauteur de **42 millions d'euros**, le programme MASE couvre plus de 22 pays de la région Afrique orientale, australe et océan Indien (AfoA-OI) et est mis en œuvre par quatre organisations régionales à savoir l'Autorité

Intergouvernementale pour le développement-IGAD, La Communauté d'Afrique de l'Est EAC, le Marché Commun de l'Afrique orientale et australe – COMESA et la Commission de l'océan Indien- COI avec la collaboration des agences internationales, la FAO, l'ONU DC et INTERPOL.

Divisé en 5 résultats, le programme MASE est une réponse globale pour répondre à l'insécurité maritime :

Résultat 1 de l'IGAD : répondre aux préoccupations des communautés côtières en matière de moyens d'existence contre la piraterie en Somalie ;

Résultat 2 de l'EAC : renforcer les capacités juridiques, législatives et infrastructurelles de lutte contre la piraterie et d'autres crimes maritimes ;

Résultat 3 du COMESA : démantèlement des réseaux financiers liés aux crimes maritimes et réduction de leur impact économique ;

Résultat 4 de la COI : renforcer et améliorer les capacités de surveillance et de contrôle en mer ;

Résultat 5 de la COI : promouvoir et coordonner l'échange d'information maritime.

Les organisations régionales collaborent étroitement avec divers acteurs impliqués dans les domaines du développement et de la sécurité, y compris les missions européennes, les agences des Nations Unies (ONU DC, FAO), INTERPOL ...

Pour plus d'informations sur MASE, consultez les [brochures en ligne](#)

À propos des actions de l'Union européenne contre la piraterie, ([cliquez ici](#))

L'Architecture de sécurité maritime pour L'AfoA-OI

Dans le cadre des résultats 4 et 5 axés sur la sécurisation maritime de la région et le renforcement des capacités de surveillance et de contrôle en mer, deux centres régionaux ont été créés à savoir :

- Le centre régional de fusion d'informations maritime – CRFIM
- Le centre régional de coordination des opérations en mer – CRCO.

#MASE Programme

A Strong Partnership Towards a Safe and Secure Maritime Domain





Les deux centres sont devenus régionaux en 2018 grâce à la signature des deux accords MASE portant sur l'échange d'information et l'action conjointe en mer.

7 pays de l'AfOA-OI ont signé ces accords: Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice et Seychelles. D'autres pays de la région et des organisations évoluant dans le domaine maritimes sont invités à rejoindre le mécanisme.

Les deux centres sont sous la gouvernance d'un Comité de pilotage qui regroupe les 7 pays signataires. La COI gère le secrétariat de ce comité. Les instances décisionnelles du CRCO et du CRFIM et les membres du COPIL définiront les orientations stratégiques des deux centres ainsi que leurs positionnements.

Les activités des deux centres tiennent une grande importance dans la sécurisation du domaine maritime non seulement pour la région de l'AfOA-OI, mais également au niveau mondial. Ils constituent un modèle de partenariat efficace qui a déjà démontré sa nécessité dans l'interception de cas d'infractions maritimes, à travers l'échange d'informations et le signalement au niveau des autorités nationales.

La présence des Officiers de liaison internationaux est également un des critères clés de l'opérationnalisation des deux centres. Ces OLI issus des Etats signataires des accords régionaux et qui serviront de relais entre les centres et leurs pays d'origine en matière d'échanges d'informations, sont par ailleurs entrés en fonction progressivement depuis l'année 2018.

Le Programme MASE s'achèvera en 2022 pour les R4 et R5, les deux centres ont bénéficié récemment d'un financement additionnel de l'Union européenne pour assurer la pleine opérationnalisation des structures mises en place. Les deux centres auront l'appui technique d'INTERPOL et l'ONUSC et la COI continuera son travail de coordonnateur, ce jusqu'à ce que les centres deviennent pleinement autonomes. **En savoir plus sur le mécanisme régional** ([cliquez ici](#))

#MASE
A Strong Partnership Towards



Les accords régionaux MASE en bref

LES ACCORDS RÉGIONAUX MASE

2 accords portés par la Commission de l'océan Indien dans le cadre du programme MASE financé par l'Union européenne

En avril 2018 lors de la conférence ministérielle sur la sécurité maritime à Maurice

Union des Comores - Djibouti - Madagascar - Maurice - Seychelles

En novembre 2018 lors de la conférence sur l'économie bleue au Kenya

France / La Réunion - Kenya

Les Accords régionaux signés par sept Etats de l'Afrique orientale et de l'océan Indien mettent en place une architecture régionale de sécurité maritime efficace et adaptée. Celle-ci repose sur un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime et sur un mécanisme de coordination d'actions conjointes en mer. La traduction opérationnelle de ces mécanismes est notamment de la responsabilité du Centre régional de fusion de l'information maritime basé à Madagascar et du Centre régional de coordination opérationnelle basé aux Seychelles, tous deux créés par ces Accords.

CRFIM: CENTRE RÉGIONAL DE FUSION D'INFORMATIONS MARITIMES BASÉ À MADAGASCAR

- Améliorer la connaissance de situation maritime des Parties
- Assurer le suivi des activités maritimes en temps réel pour accélérer la planification et l'organisation d'opérations de contrôle en mer
- Améliorer la capacité des Parties à s'approprier les connaissances et la technologie de fusion d'informations maritimes
- Promouvoir la culture du partage et de l'échange d'informations maritimes dans la région de l'AfOA-OI
- Encourager et assurer le partage et l'échange d'informations maritimes entre le CRFIM, les centres nationaux et régionaux

CRCO: CENTRE RÉGIONAL DE COORDINATION DES OPÉRATIONS EN MER BASÉ AUX SEYCHELLES

- Promouvoir la coopération et la coordination pour conduire des missions d'intérêt régional conformément aux dispositions de l'accord
- Renforcer les capacités individuelles et institutionnelles (formations)
- Organiser des interventions conjointes et/ou coordonnées en mer ou l'espace surjacent
- Faciliter la coopération entre Etats lorsqu'un intérêt de sécurité maritime international ou régional est affecté dans la zone d'opération
- Promouvoir la coopération avec les agences chargées de la sécurité et la sûreté maritimes

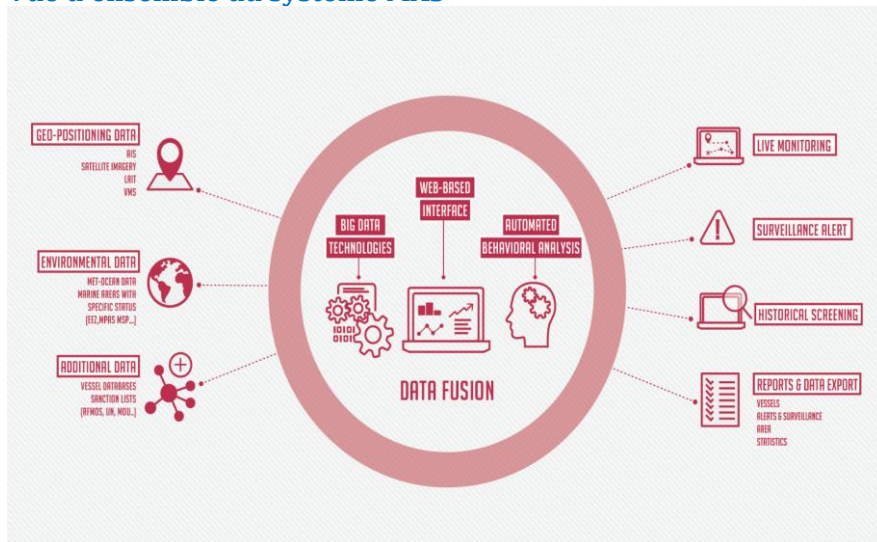


C'est quoi le MARITIME AWARENESS SYSTEM (MAS)?

Le mécanisme régional de surveillance et de contrôle mis en œuvre dans le cadre du programme MASE financé par l'Union européenne s'appuie sur une technologie de pointe nommée *Maritime Awareness System* (MAS). Développé, par le consortium Franco-mauricien CLS (Collecte, Localisation, Satellite) /LCI (Leal Communications and Informatics Ltd), le système sur-mesure axé sur l'échange d'information et la coordination des opérations en mer, sera installé dans les centres régionaux (CRFIM et CRCO) et les centres nationaux des pays signataires pour assurer l'interopérabilité entre les centres.

MAS permet entre autres la fusion de données et une analyse approfondie basée sur des renseignements fiables pour obtenir une vue maritime complète des mouvements de bateaux dans la région.

Vue d'ensemble du système MAS



Qui sont les participants de l'exercice MASE POLMAR 2019

Cet exercice régional regroupera plusieurs parties prenantes à savoir :

- Les pays signataires des accords régionaux MASE à savoir Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice et Seychelles,
- La Commission de l'océan Indien
- L'Union européenne
- Les Officiers de liaison internationaux des deux centres régionaux issus des accords MASE notamment le Centre régional de fusion d'informations maritime -**CRFIM** et le Centre régional des coordinations des opérations en mer – **CRCO**.
- Les officiers de liaisons nationaux des pays signataires des accords MASE
- Un représentant des Forces Navales européennes – EUNAVFOR
- Des représentants de l'OLEP de Madagascar
- Des représentants de la Marine nationale malgasy
- Des représentants du ministère de l'environnement malgache
- Des représentants de gardes côtes mauricienne

Note :

Dans le cadre de cet exercice régional, des bâtiments seront déployés pour rendre l'exercice le plus réel possible :

- Le Dornier – avion militaire de Maurice fera le déplacement
- Les navires de la Marine Malgache seront également utilisés ;

#MASE Programme

A Strong Partnership Towards a Safe and Secure Maritime Domain



This project is funded by the European Union



Les organisateurs

La Commission de l'océan Indien

Créée en 1982, la COI est une organisation intergouvernementale qui regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, la France (Réunion), Madagascar, l'île Maurice et les Seychelles. Seule organisation régionale entièrement composée d'îles, elle défend les spécificités de ses États membres sur la scène continentale et internationale. Avec le soutien actif d'une douzaine de partenaires internationaux, la COI renforce la cohésion régionale grâce à divers projets de coopération sectorielle, y compris la sécurité maritime. Fermement engagée en faveur du développement durable, la COI mène depuis plus de trente ans, Indianoceaania, une action régionale commune ambitieuse mais vulnérable.

Suivez-nous : Facebook [@commissionoi](#) et Twitter [@MASE_programme](#) Visitez [notre site](#)

Le programme MASE

Le programme régional de sécurité maritime (MASE) est une réponse globale à l'insécurité maritime dans la région Afrique orientale, australe et l'océan Indien. Financé par l'Union européenne à hauteur de 42 millions d'euros, ce programme est mis en œuvre par quatre organisations régionales (IGAD- le coordonnateur, l'EAC, le COMESA et la COI). Divisé en 5 domaines de résultats, ce programme a également le soutien technique de la FAO, ONUDC et INTERPOL.

Suivez-nous sur Twitter : [@MASE_programme](#)

L'Union européenne

Premier contributeur au soutien au développement international, l'Union européenne participe activement aux initiatives de sécurité maritime en Afrique orientale et australe et l'océan Indien (AfoA-OI). Cet engagement politique et opérationnel est décrit sous la forme de missions militaires et civiles ([EUNAVFOR Atalanta](#), EUCAP Nestor – terminées en 2015) et d'autres programmes de coopération.

Le programme MASE s'inscrit pleinement dans cette mobilisation de partenariat entre l'Union européenne et les pays de l'AfoA-OI pour une zone maritime et terrestre plus sécurisée. Mise en œuvre par l'IGAD, l'EAC, le COMESA et la COI, le programme MASE est financé par l'Union européenne à hauteur de 42 millions d'euros. Le soutien de l'UE permet aux partenaires, aux niveaux national et régional, de lutter contre la sécurité maritime régionale, à savoir le piratage. Site Web de la [délégation de UE](#).

Suivez l'UE à Maurice sur Facebook [EU in Mauritius](#) et Twitter [@EUAmbMauritius](#)

Le Centre régional de Fusion d'informations maritimes (CRFIM)

- Basé à Antananarivo, Madagascar, le Centre régional de fusion d'informations maritime ou CRFIM a pour mission de :
- Collecter, fusionner et analyser des informations maritimes ;
- Établir une connaissance de la situation maritime régionale ;
- Interagir avec le centre régional de coordination des opérations en mer ;
- Produire des rapports et des études relatifs à la sécurité et la sûreté maritime régionale et au domaine maritime en général.

#MASE Programme

A Strong Partnership Towards a Safe and Secure Maritime Domain



This project is funded by the European Union



Suivez-nous sur Twitter : [@RMIFCenter](#) et [Facebook](#), Siteweb de [CRFIM](#)

Le Centre régional de coordination des opérations en mer (CRCO)

Basé aux Seychelles, le centre régional de coordination des opérations en mer ou CRCO a pour mission de :

- Conduire des missions coordonnées d'intérêt régional ;
- Renforcer les capacités individuelles et institutionnelles à travers les formations et d'échange d'expériences ;
- Organiser des interventions conjointes et/ou coordonnées en mer ;
- Permettre la facilitation et le soutien entre les parties ;
- Promouvoir la coopération avec d'autres agences opérant dans le domaine de la sécurité maritime

Suivez-nous sur Twitter : [@RCOC_Center](#)

Le Ministère de l'environnement malgache

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) a pour mission : la sauvegarde et la valorisation de notre environnement et de nos ressources naturelles pour le bien-être de la population Malagasy ainsi que le développement durable du pays. Ayant un grand nombre d'espèces endémiques présent à Madagascar, la gestion de l'environnement et durable de nos richesses naturelles dans l'île est donc plus que primordiale non seulement de notre temps, mais au profit de celle de notre génération future. « Recouvrir Madagascar de forêt », telle est la vision fixée par l'Etat et on prévoit un reboisement de 80 millions de jeune plante par an.

Une de nos priorités est la conservation de l'Environnement pour assurer la gestion durable de l'environnement, tout en luttant contre la déforestation et sur toutes formes d'exploitations illicites que les Ressources sur nos terres pourraient se confronter.

L'Organe de lutte contre la pollution marine (OLEP) de Madagascar

L'organe de lutte contre l'évènement de pollution marine par les hydrocarbures (OLEP) a été créé par décret n° 2004-994 du 26 octobre 2004 dont la principale mission est la préparation, la coordination des opérations de lutte contre l'évènement de pollution en milieu marin et côtier.

L'OLEP est placé sous la tutelle technique du Ministère chargé de l'Environnement et du Développement Durable.

ACTIVITES PRINCIPALES

- ✓ Elaborer, mettre en place et mettre à jour les plans de lutte ;
- ✓ Coordonner les opérations de lutte en cas de déversements des hydrocarbures ;
- ✓ Organiser les exercices de simulation ;
- ✓ Organiser des formations des acteurs locaux dans les 15 sites de stockages de l'OLEP.

#MASE Programme

A Strong Partnership Towards a Safe and Secure Maritime Domain



This project is funded by the European Union



CONTACTS

COMMUNICATION MASE

- **Pascaline Alexandre**, chargée de communication du programme MASE : (+230) 57 56 52 67 / pascaline.alexandre@coi-ioc.org
- Suivez-nous sur [Twitter](#) et [Facebook](#)

Centre régional de fusion d'informations maritime

- **Jean Edmond Randrianantenaina**, Directeur : (+261) 34 05 414 05 / directeur.general@cfimmadagascar.org

Service de la Communication: (+261) 34 05 414 12 / servicecommunication@crfimmadagascar.org

Site web : www.crfimmadagascar.org

- Suivez-nous sur Twitter @RMIFCenter et [Facebook](#)

Contacts du CRFIM :

Courriel : watchfloor@crfimmadagascar.org

Téléphone : +261 20 22 24 393 / + 261 34 05 414 12 / + 261 34 05 414 05

Twitter : @RMIFCenter

Facebook : Centre Régional de Fusion D'informations Maritimes

#MASE Programme

A Strong Partnership Towards a Safe and Secure Maritime Domain



This project is funded by the European Union